

et Pacte pour la transition

mail : [flandreclimatbiodiversite@protonmail.com](mailto:flandreclimatbiodiversite@protonmail.com)

aux candidats et candidates aux élections législatives  
pour la 15<sup>e</sup> circonscription du Nord

**Objet : Proposition de rencontre dans le cadre du Pacte pour La Transition - Législatives.**

Madame, Monsieur,

Vous vous présentez aux élections législatives dans la 15<sup>e</sup> circonscription du Nord

Nous, collectifs de citoyennes et citoyens de la 15<sup>e</sup> circonscription du Nord, **vous sollicitons dans le** cadre du Pacte pour la Transition législatives, un projet porté par un trentaine de mouvements ou d'associations qui propose aux citoyen.ne.s **d'échanger avec leurs candidat.e.s autour des grands enjeux de transition écologique sociale et démocratique** déterminants pour le prochain mandat.

En effet, en tant que futur.e député.e, **vous serez appelé.e à relever de nombreux défis** que ce soit l'accentuation du dérèglement climatique, l'accroissement des inégalités ou encore la fragilité de notre démocratie et de son équilibre.

Nous sommes particulièrement intéressés par les questions liées aux enjeux de la transition écologique et sociale. Nos collectifs agissent sur la question du climat et de la biodiversité en sensibilisant citoyens et élus par l'organisation d'événements, la diffusion d'initiatives locales et en participant à fédérer les acteurs locaux ; nous soutenons les 149 propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat et les 32 mesures du [Pacte pour la transition](#). Flandre Climat Biodiversité et Pacte pour la transition œuvrent à ce que chaque décision soit prise en tenant compte de son impact sur le climat et la biodiversité.

Nous souhaitons donc échanger avec vous sur votre point de vue et vos propositions pour se saisir de ces enjeux déterminants, ainsi que sur leur mise en œuvre si vous êtes élu.e, tant pour notre territoire que pour notre avenir et celui des générations futures.

Les autres candidat.e.s sont également sollicité.e.s et **les interpellations seront retranscrites et référencées en toute transparence sur la plateforme du [Pacte pour la Transition Législatives](#)**, afin d'informer les électrices et électeurs des positions et propositions de leurs futur.e.s représentant.e.s. Nous les informerons aussi par voie de presse.

Ne doutant pas de votre sensibilité et de votre engagement sur ces enjeux :

- nous vous proposons **d'échanger à l'occasion d'un rendez-vous, d'une rencontre** pour aborder principalement ces sujets, dès que possible et jusqu'au 4 juin ; le temps nous étant compté pour rendre compte à la presse
- par défaut, nous **vous proposons de donner votre position par mail sur ces enjeux posés dans la fiche annexe**

Par cette démarche, nos collectifs entendent aussi contribuer à restaurer le lien et la confiance entre citoyen·ne·s et décideurs·ses politiques. Nous attendons en effet de nos futur·e·s député·e·s qu'ils/elles portent des engagements courageux à la hauteur des défis d'aujourd'hui, et qu'ils/elles s'engagent à les mettre en œuvre une fois élu.e.s.

En vous remerciant d'avance de l'attention que vous ne manquerez pas d'accorder à notre demande, et dans l'attente de convenir d'un rendez-vous, recevez, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères considérations.

Les membres des collectifs  
Flandre Climat Biodiversité  
et Pacte pour la transition  
[Facebook](#)



Parmi les associations des collectifs



## Annexe

### Les enjeux d'une transition écologique et sociale:

- **Agriculture alimentation** : Notre modèle agricole actuel cumule de nombreux défauts : peu rémunérateur, polluant, dépendant des importations ... **Nos politiques publiques doivent faire en sorte d'accompagner les évolutions du système agricole et alimentaire** pour qu'elles soient accessibles financièrement, équitables pour les producteurs, et choisies démocratiquement.
- **Aménagement et urbanisme** : Un département entier de sol naturel, soit quelques 600.000 hectares, disparaît tous les sept ans par l'étalement urbain. **L'aménagement de nos lieux de vie doit impérativement être co-construit avec les habitant.e.s afin de concilier les grands enjeux territoriaux, notamment le logement et transport avec le respect de la biodiversité et la sobriété foncière.**
- **Démocratie** : Abstention, défiance, affaires ... le système démocratique actuel est à bout de souffle. Que ce soit à l'échelle nationale ou locale, il y a urgence et nécessité de **renforcer les contre-pouvoir, la transparence et la participation des citoyen.ne.s**, pour que nos élu.e.s sollicitent et suivent l'avis de la société civile tout au long de leur mandat.
- **Économie** : Le modèle économique actuel est **au service du "toujours plus"** et non des humains. Il est créateur d'externalités négatives : inégalités sociales, monopoles économiques, destruction du vivant, épuisement des ressources naturelles, changement climatique... Il est nécessaire de **limiter et transformer l'économie pour satisfaire les besoins fondamentaux tout en préservant les écosystèmes** : il faut plus d'équité dans la société, de sobriété dans nos modes de vie, et changer notre rapport à la nature.
- **Energie** : Le système énergétique actuel de la France et de l'UE reste donc **fortement dépendant des importations d'énergies fossiles et d'uranium**, subit de nombreuses pertes, entraîne des émissions de gaz à effet de serre et fragilise notre économie lorsque les prix des matières premières fluctuent. Au-delà de la nécessaire accélération du développement des énergies renouvelables et du renforcement de l'efficacité énergétique, **la mise en place d'une politique de sobriété énergétique sera déterminante pour le prochain mandat.**
- **Financement de la transition locale** : Les collectivités territoriales sont **aux avants postes de la reconstruction et de la transformation écologique, économique et sociale de la France**. Pourtant, il n'en n'est rien des moyens associés, l'État, et notamment l'Assemblée nationale, doivent se saisir de cet enjeu pour **permettre une réelle transition locale ambitieuse**
- **Mobilités** : En France, le secteur des transports est le plus émetteur de gaz à effet de serre (31%) ainsi que de polluants atmosphériques responsables de plus de 40 000 décès chaque année. **Il est urgent d'accompagner à la réduction des mobilités polluantes et de favoriser les transports de demain : ferroviaire, transports en commun, mobilités actives ...**